

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

9 janvier 2026

## PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Commission	
Gouvernement	

N° 1626

**AMENDEMENT**

présenté par  
M. Balanant, M. Bolo, M. Falorni et Mme Mette

-----

**ARTICLE 36**

I. – À la ligne 38 de la dernière colonne du tableau de l'alinéa 2, substituer au nombre :

« 8 500 000 »

le nombre :

« 10 500 000 ».

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« XXVI. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Amendement de repli

Cet amendement a pour objet de rehausser le plafond de la taxe sur les spectacles perçue au profit de l'Association pour le soutien du théâtre privé (ASTP).

En effet, au titre de l'année 2026, le produit des ressources instituées par cette taxe, affectée à l'association pour le soutien du théâtre privé est plafonné à 8 500 000 euros conformément au montant inscrit à l'article 36 du projet de loi de finances pour 2026. Or le même article, en son alinéa 2, prévoit que le rendement prévisionnel de cette taxe pour 2025 sera de plus de 10 000 000 euros.

Il apparaît donc nécessaire, si ce n'est indispensable, de rehausser le plafond de cette taxe. Cette dernière permet aujourd'hui à l'ASTP de financer ses actions et de renforcer ses missions. Issue à l'origine d'une contribution volontaire de la filière, elle est bien perçue et acceptée de l'ensemble de ses adhérents. En n'augmentant pas son plafond, nous risquons de limiter son acceptabilité et de créer une incompréhension, légitime, de ses contribuables.

Dans une logique similaire, un rehaussement de la taxe sur les spectacles de variétés perçue pour le Centre national de la musique (CNM) doit aussi être envisagé.